Press release | 16.01.2013

Fonds européens et corruption

Des mesures adaptées pour lutter contre l'utilisation abusive des Fonds structurels européens

Ce mercredi 16 janvier, le Parlement européen a débattu sur l'utilisation abusive des Fonds européens et les incidences sur les processus décisionnels politiques au sein de l'UE. Pour **Jean-Jacob Bicep**, député européen Europe Ecologie-Les Verts et membre de la commission parlementaire du développement régional, cette débat est crucial:

"J'accueille avec grand intérêt l'initiative portée par mes collègues de la Commission CRIM, et encourage vivement une ouverture du débat à tous les Etats membres, afin que cette corruption puisse être correctement combattue et que les mêmes erreurs ne se reproduisent pas dans le futur cadre réglementaire européen actuellement en négociation", a t'il déclaré.

"Il faut que chaque Etat-membre ait un contrôle réel et sans faille de ses institutions et acteurs nationaux, en réfléchissant à des mesures appropriées en cas d'abus, au-delà des évidences telles que la confiscation des revenus issus de ces crimes".

"J'accueille favorablement les déclarations de la Commission européenne, qui a réaffirmé sa détermination de faire de cette lutte une priorité stratégique, afin que nos institutions soient un exemple pour l'Europe. La corruption dénote une faiblesse structurelle des institutions et une incapacité des pouvoirs publics à exercer un contrôle rigoureux sur les opérateurs économiques. Dans le cadre de notre future politique de cohésion, il est essentiel de réfléchir dès maintenant à un renforcement de la coopération policière et judiciaire et à la mise sur pied d'un procureur public européen".

Et l'eurodéputé de conclure: "Ce débat soutient des revendications chères aux écologistes, qui combattent toute érosion démocratique. Il nous faut des dispositions juridiques européennes toujours plus fermes et plus transparentes, au nom d'un Union européenne juste et démocratique. Alors que les coupes budgétaires seront sans grand doute très importantes dans le futur cadre réglementaire 2014-2020, nous ne pouvons tolérer le moindre gaspillage".

Recommended

Letter

© Alexander Briel



In Defence of Democracy

08.05.2024

Press release



EUCO: EU Strategic Agenda needs to focus on climate ch...

17.04.2024

Press release



MEPs clear path for Parliament to sue Commission over ...

11.03.2024

Event

GreensEFA



Protecting the 2024 Elections: From Alarm to Action

06.03.2024

Please share

•E-Mail